



 Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche et des affaires rurales	Direction générale de l'alimentation Sous-direction de la Santé et de la protection animales Bureau Santé Animale Adresse : 251 rue de Vaugirard 75015 PARIS Référence interne : 2002-46 Dossier suivi par: Gérard COUSTEL	<p align="center">NOTE DE SERVICE</p> <p align="center">DGAL/SDSPA/N2002-8094</p> <p align="center">Date : 25 JUIN 2002</p> <p>Classement :</p>
--	---	---

Date de mise en application : immédiate

modifie: la note de service DGAL/SDSPA/N2000-8081 du 21 juin 2000
(annexes 1 et 3)

Date limite de réponse : sans objet

Nombre d'annexes : 2

Degré et période de confidentialité : tout public

Objet : Mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses (MRC) des poissons

Références :

Arrêté du 22 septembre 1999 établissant des mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons.

Arrêté du 23 septembre 1999 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons, modifié par l'arrêté du 10 avril 2002.

Note de service DGAL/SDSPA/N2000-8081 du 21 juin 2000 relative aux mesures de police sanitaire contre les maladies réputées contagieuses (MRC) des poissons.

Note de service DGAL/SDSPA/N2001-8056 du 2 mai 2001 relative aux laboratoires agréés pour le diagnostic des maladies réputées contagieuses des animaux et des produits d'aquaculture.

Mots-clefs : Lutte - Maladies réputées contagieuses - Poissons

Résumé : La présente note de service a pour objet de décrire les modalités d'indemnisation des piscicultures sous arrêté portant déclaration d'infection (APDI) en application de la modification de l'article 6 de l'arrêté susvisé.

Les annexes de la note de service N2000 N° 8081 sont modifiées comme suit :

- l'annexe 2 est abrogée et remplacée par l'annexe 1 de la présente note de service ;
- l'annexe 3 est abrogée et remplacée par l'annexe 2 de la présente note de service.

Plan de Diffusion	
Pour exécution : - Directeurs départementaux des services vétérinaires	Pour information : - Préfets - DRAF/DAF - DDAF - Contrôleurs Généraux des Services Vétérinaires - Brigade Nationale d'Enquêtes Vétérinaires - Directeurs des Ecoles Nationales Vétérinaires - Directeur de l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires - Directeur de l'INFOMA - Laboratoire de référence - Laboratoires agréés

L'annexe 1 de cette instruction met à jour les dispositions réglementaires et infra réglementaires de l'arrêté du 22 septembre 1999, notamment en ce qui concerne la tenue des registres d'élevage.

L'annexe 2 détaille les conditions d'indemnisation des éleveurs dans le cadre de la lutte contre les maladies réputées contagieuses en application des modifications de l'arrêté du 23 septembre 1999, induites par l'arrêté du 10 avril 2002, qui établit les mesures financières relatives à la lutte contre les maladies réputées contagieuses (MRC) des poissons.

D'une part, les conditions d'obtention de la participation de l'Etat dans l'éradication du foyer de MRC ont été modifiées ; d'autre part, le plafond du montant de l'indemnité a été revalorisé.

Enfin, il prévoit une indemnisation différente pour les élevages pratiquant une activité de repeuplement. En effet, les fonds européens (IFOP) qui peuvent abonder les aides publiques à l'éradication, ne concernent que les piscicultures dont la production est destinée à la *consommation humaine*. Il est donc apparu équitable d'améliorer l'indemnisation des piscicultures ayant une activité de repeuplement. Pour plus d'informations concernant l'obtention des aides de l'IFOP, il convient de prendre l'attache de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA), sous-direction de l'aquaculture, bureau de la pisciculture.

Vous voudrez bien me faire connaître les difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de cette note de service.

La Directrice Générale Adjointe
C.V.O.
Isabelle CHMITELIN

Annexe 1
(abroge l'annexe 2 de la note de service N2000-8081;
les parties nouvelles de cette annexe sont soulignées)

Arrêté du 22 septembre 1999

La directive 93/53 établissant les mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons, est la base de l'arrêté du 22 septembre 1999. Pour autant certaines des obligations prescrites dans cette directive concernant les relations entre les directions départementales des services vétérinaires et l'administration centrale n'ont pas été intégrées dans cet arrêté. Elles sont donc précisées dans cette note.

I - TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

1-1 : définitions

- **« exploitation »** : il s'agit de toute installation continentale ou littorale, géographiquement délimitée, dans laquelle sont élevés ou détenus en vue de la vente, de la cession ou du transfert, des poissons à l'exclusion de la vente au détail d'animaux morts.

Toute pisciculture au sens classique du terme est donc concernée. Tout atelier de négoce aussi, puisque la détention, sans l'élevage, est visée. C'est aussi le cas des ateliers d'abattage ou de transformation, ayant des installations de stockage des animaux vivants dont l'eau est rejetée en milieu naturel sans traitement permettant d'éliminer tout risque de contamination.

En ce qui concerne les autres structures, une multitude de situation existe. Par exemple, on doit considérer comme une exploitation :

- les étangs vidangés régulièrement (même tous les trois ou quatre ans) et dont les produits sont destinés soit à des négociants pour la consommation humaine, soit au repeuplement,
- les étangs de pêche de loisir dans lesquels, d'une façon générale, le gestionnaire n'impose pas la mise à mort des poissons ou ne la contrôle pas.

D'une façon générale toute situation particulière doit être envisagée sous l'aspect « risque sanitaire ». Si un mode d'exploitation vous paraît potentiellement créer un risque de dissémination de maladies des poissons (lâcher de poissons, contamination des eaux), il convient de considérer l'établissement comme une exploitation.

- **« exploitation indemne ou zone indemne »** : il s'agit, au titre de l'arrêté et de la présente note de service, d'exploitation ou de zone dont la qualification sanitaire est reconnue au niveau communautaire (agrément au titre de l'arrêté du 10 avril 1997).
- **« poissons suspects d'être infectés »** : ce sont soit des animaux présentant des signes cliniques ou lésionnels, soit des animaux présentant des résultats à des épreuves de laboratoire ne permettant pas d'infirmier le diagnostic d'une MRC ; c'est à dire les réactions positives suite à

un dépistage sérologique mais aussi des résultats virologiques inexploitable ou négatifs à partir d'un échantillon non représentatif.

1-2 : déclaration des exploitations – tenue d'un registre d'élevage

- **La déclaration des exploitations** : tous les élevages détenant des poissons sensibles aux MRC au titre du décret n° 99-822 du 16 septembre 1999 doivent être déclarés aux directions départementales des services vétérinaires. Cette obligation concerne tous les exploitants quel que soit leur statut (exploitant individuel, société, association, amateur, professionnel).

La liste des poissons sensibles ainsi visés comprend toutes les espèces de salmonidés y compris *Salmo salar*, l'ombre (*Thymallus thymallus*), le corégone (*Coregonus sp*), le brochet (*Esox lucius*), le black-bass (*Micropterus salmoïdes*) et le turbot (*Scophthalmus maximus*).

L'article L. 234-1 du code rural étend cette obligation à l'ensemble des détenteurs professionnels d'animaux appartenant à des espèces dont la chair est destinée à la consommation humaine. La plupart des élevages de poissons sont donc concernés par cette obligation. Un décret d'application précisant la loi est en cours de rédaction.

Lors de la déclaration des élevages, il convient d'attribuer un numéro d'enregistrement à chaque exploitation. Ce numéro est composé comme suit :

N° du département : 2 chiffres

N° INSEE de la commune : 3 chiffres

N° d'ordre de la pisciculture : 3 chiffres

Ce numéro doit être différencié du numéro d'enregistrement des piscicultures au titre du décret n° 90-804 qui ne concerne que les établissements qui ont une activité de repeuplement. Je vous rappelle que le numéro dit « d'agrément repeuplement » correspond uniquement à l'enregistrement des piscicultures qui se livrent à une activité de repeuplement et nullement à un agrément sanitaire.

Un modèle type de déclaration est joint pour exemple en annexe 4 de cette note.

- **La tenue d'un registre d'élevage** : elle est exigée au titre de l'arrêté du 22 septembre 1999 dans un objectif de santé animale et de suivi épidémiologique des exploitations.

Les données à enregistrer sont précisées dans l'arrêté. Le registre est l'élément de base qui doit être vérifié à chaque visite sanitaire. Il permet en cas de foyer de MRC de réaliser une enquête épidémiologique précise et lors des contrôles de qualification de s'assurer que toutes les préoccupations sanitaires sont prises en compte (qualification sanitaire des animaux introduits, conditions de transport et de désinfection..).

Le registre peut être constitué par la compilation des factures relatives aux introductions et aux sorties de poissons et produits d'aquaculture. Tout mouvement de poissons ne faisant pas l'objet de facture (cession à titre gratuit, « prêt » ..) doit cependant être consigné dans un registre.

Il faut noter que, par ailleurs, l'article L.234-1 point II du code rural prévoit les modalités de tenue d'un registre d'élevage pour tous les types d'élevage d'animaux. Cet article, précisé par l'arrêté du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage, a un objectif de santé publique et notamment de gestion des résidus dans les denrées consommables. Il est donc prévu, outre l'enregistrement des mouvements d'animaux, l'enregistrement des données relatives aux visites vétérinaires, aux médicaments vétérinaires et aux aliments pour animaux. Un modèle de registre

papier peut être mis à disposition des éleveurs par les organisations professionnelles. Le registre peut être informatisé ; dans ce cas, une version papier doit être imprimée régulièrement, signée et datée par l'éleveur. Lors de chaque visite sanitaire, une version papier à jour du registre d'élevage doit être paraphée par le vétérinaire sanitaire ou l'agent de la direction départementale des services vétérinaires.

- **La déclaration des exploitations et la tenue de registre sont, pour un certain nombre d'exploitants, de nouvelles obligations. Aussi vous appartient-il, en collaboration avec les organisations professionnelles, d'informer le plus largement possible les intéressés de ces nouvelles dispositions.**

1-3 : rôle et agrément des laboratoires

Comme pour les autres maladies, le laboratoire de référence coordonne les méthodes de diagnostic vis à vis des MRC des poissons et organise régulièrement des essais inter laboratoires. La liste des laboratoires de référence et des laboratoires agréés vis à vis des analyses virologiques NHI et SHV est diffusée par note de service. La liste actualisée est publiée sous le numéro **DGAL/SDSPA/N2001- 8056** en date du 2 mai 2001.

Tous les isolats positifs doivent être systématiquement envoyés au laboratoire de référence par le laboratoire de diagnostic.

Si le laboratoire de diagnostic l'estime nécessaire, la confirmation immédiate d'un résultat peut être demandée au laboratoire de référence.

En ce qui concerne l'anémie infectieuse du saumon, seul le site de Brest de l'AFSSA est agréé pour la réalisation des analyses.

II - TITRE II : MESURES DE LUTTE CONTRE L'ANEMIE INFECTIEUSE DU SAUMON (AIS)

Les articles 6 à 14 précisent la conduite à tenir vis à vis de l'AIS et plus spécifiquement en cas de foyer.

Vu le faible nombre d'élevages français susceptibles, dans l'état actuel de nos connaissances, d'être atteints par cette virose et vu les discussions communautaires actuellement en cours, le titre II relatif à l'AIS ne sera pas détaillé dans cette note.

Il convient pour toute demande d'information et en tout état de cause dès les premiers éléments de suspicion de contacter la DGAl (Sous direction de la santé et de la protection animales - bureau santé animale) et le site de Brest de l'AFSSA.

III - TITRE III: MESURES DE LUTTE CONTRE LA NECROSE HEMATOPOIETIQUE INFECTIEUSE ET LA SEPTICEMIE HEMORRAGIQUE VIRALE

3 -1 : Vaccination contre les rhabdoviroses

L'article 15 reprend strictement les termes de la directive 93/53/CEE. A l'heure actuelle, en France, aucune autorisation de mise sur le marché (AMM) n'est délivrée pour des vaccins contre la NHI et la SHV donc aucune vaccination ne peut être autorisée.

3-2 : Gestion des foyers de rhabdoviroses

Les articles 16 à 21 précisent les mesures à mettre en œuvre en cas de suspicion et de confirmation d'un foyer de MRC dans une exploitation. Une dichotomie est réalisée selon le statut sanitaire initial de l'exploitation (exploitation indemne ou non indemne selon la qualification européenne).

Elle concerne principalement les modalités de gestion des suspicions. Il convient de considérer que le statut d'exploitation ou de zone indemne représente une garantie sanitaire qu'il faut suspendre dès la moindre suspicion. Tandis que pour les élevages non qualifiés, sans garantie sanitaire reconnue, les mesures réglementaires de blocage des exploitations ne sont mises en œuvre que lorsque l'infection est confirmée.

Les mesures présentées dans cet arrêté doivent, pour plus de clarté, être complétées par les dispositions de l'arrêté du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture.

3 – 2-1 – SUSPICION D'UNE RHABDOVIROSE

❖ Éléments justifiant une suspicion

Les éléments de suspicion sont d'une part définis dans l'article 2 et d'autre part liés aux résultats des enquêtes épidémiologiques réalisées dans les foyers de MRC.

- Toute mise en évidence de signes cliniques ou de lésions post mortem sur les poissons doit être rapportée au directeur départemental des services vétérinaires qui prescrit la réalisation de tests de dépistage. Dans le cas d'un diagnostic différentiel, le vétérinaire qui fait réaliser une recherche de rhabdovirus est tenu de la signaler au DDSV.
- Tout résultat d'analyse ne permettant pas d'infirmer un diagnostic tel que précisé dans l'article 2 et notamment en cas de résultats sérologiques positifs, doit être géré comme une suspicion. Ce test non reconnu au niveau communautaire, s'il n'induit pas la prise d'un APDI, doit entraîner une extrême vigilance. Dès que cela est possible et notamment quand les conditions climatiques le permettent (température de l'eau inférieure à 14 °C), des prélèvements pour analyses virologiques doivent être réalisés.
- Si l'enquête épidémiologique réalisée lors d'un foyer révèle que le virus a pu être introduit à partir d'une exploitation ou transmis à une ou plusieurs exploitations, celles-ci doivent être considérées comme suspectes.

❖ Conduite administrative en zone ou exploitation indemne

L'article 16 de l'arrêté prescrit, dès la **suspicion** :

- le blocage de l'exploitation et la prise d'un **arrêté préfectoral de mise sous surveillance (APMS)**,
- la réalisation de prélèvements pour la confirmation de la maladie,
- la réalisation d'une enquête épidémiologique.

La prise d'un **APMS** dans une exploitation qualifiée indemne entraîne **la suspension de l'agrément communautaire** soit de l'exploitation soit de la zone ou d'une partie de la zone

concernée telle que prévu par l'article 13 de l'arrêté du 10 avril 1997. A ce titre, la DGAI doit être informée sans délai (voir retrait de l'agrément).

❖ **Conduite administrative pour une exploitation non qualifiée indemne**

En cas de suspicion dans une exploitation non qualifiée indemne, l'article 20 prescrit la réalisation, sans délai, d'analyses pour confirmer ou infirmer la suspicion. Aucun blocage de l'exploitation n'est, à ce stade, formellement prévu.

Néanmoins, l'attention du pisciculteur doit être appelée de la façon la plus formelle sur tout risque de dissémination d'une MRC qui engagerait sa responsabilité civile et sur l'opportunité de suspendre, dans l'attente des résultats tout mouvement de poissons vivants même non cliniquement atteints à destination d'un autre élevage ou d'un cours d'eau.

La directive 93/53 prescrit que soit recensée en zone non indemne la liste des élevages suspects. Cette liste vous sera demandée à l'occasion d'un bilan annuel.

❖ **Réalisation de prélèvements**

Des prélèvements doivent être réalisés dans les meilleurs délais pour confirmer ou infirmer la suspicion de MRC. Les prélèvements ont pour objet de mettre en évidence le virus, aussi il convient de prélever uniquement les animaux susceptibles d'être atteints.

Deux cas se présentent :

- **présence d'une phase clinique d'une maladie** : il faut prélever 10 poissons malades ou morts très récemment si le délai d'acheminement des prélèvements au laboratoire est très court.
- **absence de phase clinique bien identifiée** (mortalité chronique, enquête épidémiologique...) : les prélèvements doivent concerner en priorité les animaux faibles, mourants, présentant des signes cliniques ou un comportement anormal, et les espèces les plus sensibles. A ce titre, si dans une exploitation des truites arc-en-ciel sont présentes, les prélèvements doivent concerner cette espèce.

La mise en évidence du virus dans un lot d'animaux atteints n'est pas systématique. La taille de l'échantillon pour les virologies est estimée au minimum à 60 prélèvements. Elle peut être plus élevée si on souhaite détecter avec une bonne probabilité un taux d'infection faible.

A titre d'exemple : - un échantillon de 150 prélèvements garantit avec 95 % de fiabilité la détection des virus dont la prévalence est de 2 % ;

- un échantillon de 30 prélèvements garantit avec 95 % de fiabilité la détection des virus dont la prévalence est de 10 %.

Quand on soupçonne une infection ancienne, si la période de prélèvement le permet, il est préconisé de prélever, lors de la réalisation de l'échantillon, des produits génitaux (liquide cœlomique ou laitance).

Dans le cas d'une suspicion suite à un lien épidémiologique avec un foyer, si l'absence de mortalité et les conditions climatiques (température de l'eau supérieure à 14°C) ne permettent pas d'envisager la recherche du virus, il peut être opportun de réaliser des prélèvements sanguins pour une recherche sérologique. Ces analyses, quel que soit le résultat, ne permettront pas de confirmer ou d'infirmer la suspicion, mais pourront renforcer la suspicion et faire avancer l'enquête épidémiologique.

❖ L'enquête épidémiologique

Elle a pour objectif de déterminer l'origine de l'infection et ses éventuelles conséquences. Elle doit concerner au minimum :

- les élevages situés en aval et en amont les plus proches de l'exploitation suspecte. Cette mesure remplace la notion de zone d'observation développée dans l'arrêté de 1987.
- les autres élevages ayant un lien épidémiologique :
- les élevages fournisseurs ayant potentiellement contaminé l'élevage suspect,
- les élevages destinataires potentiellement contaminés par l'élevage suspect.
- le milieu naturel en amont et en aval. Ces contrôles sont utiles aussi avant toute décision d'abattage ou avant décision de repeuplement. Ces contrôles doivent être réalisés en collaboration avec la garderie départementale de la pêche.

Pour les élevages qualifiés indemnes :

L'enquête épidémiologique telle que décrite précédemment est mise en œuvre dès la prise de l'APMS.

L'enquête épidémiologique entraîne pour les élevages reliés épidémiologiquement et indemnes ou situés en zone indemne, la prise d'un APMS (article 19).

Pour les élevages non qualifiés indemnes :

L'enquête épidémiologique telle que décrite précédemment repose sur l'art 20 et est réalisée lorsque l'élevage est placé sous APDI. Les élevages reliés épidémiologiquement s'ils sont non qualifiés deviennent des élevages suspects dans lesquels des recherches virologiques doivent être effectuées. Dans le cas où l'enquête révélerait un approvisionnement suspect par une exploitation indemne, cette dernière doit être mise sous APMS (voir paragraphe précédent).

❖ Levée de l'APMS pour les piscicultures indemnes ou situées en zone indemne :

La levée de l'APMS est possible lorsque les résultats des analyses virologiques permettent d'infirmer le diagnostic de MRC.

- Dans le cas où la suspicion a été faite sur un cas clinique, des résultats négatifs vis à vis des virus de la NHI et de la SHV, et positifs pour une autre étiologie permettent la levée de l'APMS. Dans le cas où aucune étiologie ne peut être déterminée, une nouvelle visite de contrôle sanitaire est effectuée dans la quinzaine suivant le premier prélèvement et un nombre suffisant de poissons est prélevé et analysé. En cas de nouveaux résultats négatifs, l'APMS est levé.
- Dans les autres cas, j'attire votre attention sur le fait que l'analyse virologique comme toute analyse biologique, n'apporte un diagnostic de certitude que lorsque le résultat est positif. Si vous avez des éléments épidémiologiques forts malgré un premier résultat négatif (mouvement de poissons concomitant avec la mise en évidence du foyer, proximité géographique avec un foyer, mortalités non expliquées, résultats sérologiques positifs ...), un nouveau contrôle après quelques semaines ou lorsque la température de l'eau est inférieure à 14°C, avant la levée de l'APMS, est légitime.

Au cours de l'année 1999, à plusieurs reprises, des résultats virologiques positifs en NHI ont été observés après un premier contrôle négatif. Cette situation ne doit pas entraîner une perte de confiance dans cette technique mais conduire à beaucoup de prudence dans l'interprétation d'un résultat négatif.

❖ **Levée de la suspicion pour les exploitations non qualifiées indemnes :**

Les observations décrites précédemment sont également applicables pour lever la suspicion d'un foyer de MRC dans une exploitation non qualifiée indemne. L'élevage concerné est alors retiré de la liste des exploitations suspectes.

3 – 2- 2– FOYER SOUS APDI

❖ **Notification des foyers – Liste des élevages infectés**

Les foyers de rhabdoviroses et notamment de NHI doivent être notifiés sans délai auprès de la Commission. Ces foyers sont déclarés concomitamment à l'OIE. La notification est effectuée par la Direction générale de l'alimentation qui doit donc être informée au plus vite des foyers. A cette fin, un formulaire a été élaboré et est joint en annexe 6 de cette note. Je vous précise que le formulaire doit être complété par le nombre estimé de poissons et non par le tonnage estimé.

De même que pour les élevages suspects, la directive 93/53 prévoit l'établissement de la liste des élevages infectés. Cette liste vous sera demandée à l'occasion d'un bilan annuel.

❖ **Conséquence d'un APDI pour tout élevage (quel que soit le statut sanitaire initial)**

L'APDI a pour but premier d'éviter toute diffusion d'une MRC. C'est pourquoi toutes les mesures pour atteindre ce but doivent être mises en œuvre. A ce titre, toute sortie d'animaux vivants est interdite. Un exemple d'arrêté préfectoral est joint à cette note en annexe 5.

L'ensemble du cheptel piscicole, toutes espèces confondues, est soumis aux mêmes mesures. Les animaux étant élevés dans le même milieu contaminé, même si le virus n'est pas mis en évidence dans un bassin ou sur une classe d'âge ou sur une des espèces élevées, on ne peut pas exclure le risque qu'ils soient vecteurs du virus par portage actif ou passif.

La séquestration de l'ensemble de l'élevage et la réalisation d'une enquête épidémiologique, déjà commencée lors de l'APMS pour les exploitations qualifiées indemnes, sont les seules mesures obligatoires.

Les rhabdoviroses des poissons n'étant pas des zoonoses la livraison pour la consommation humaine des poissons de l'élevage infecté, pour autant que les animaux ne présentent pas de signes cliniques, est possible. L'abattage et l'éviscération des animaux doivent cependant être organisés de façon à ne pas présenter de risque de dissémination du virus (transport, traitement des déchets et des effluents).

❖ **Spécificité de l'APDI pour une exploitation ou une zone indemne**

Pour les exploitations indemnes ou situées en zone indemne outre la gestion proprement dite du foyer, il convient d'envisager les conséquences du retrait d'agrément et les modalités de requalification.

• **Retrait de l'agrément communautaire :**

Dans tous les cas, le retrait de l'agrément est prononcé par la DGAI, qui informe la Commission Européenne.

Dans le cas d'une exploitation qualifiée indemne à titre individuel, il n'y a pas de difficulté particulière, l'exploitation perd le bénéfice de son agrément.

Dans le cas d'une exploitation infectée au sein d'une zone indemne de faible superficie, sans possibilité de redécoupage, l'agrément de l'ensemble de la zone est retiré. Aucune pisciculture située dans la même zone ne peut continuer à bénéficier de la qualification indemne.

Dans le cas où un foyer est déclaré dans une zone indemne d'une grande superficie, il est possible de retirer l'agrément pour une partie de zone pour autant que la partie de zone dont l'agrément est maintenu reste conforme à la définition de zone continentale ou littorale (arrêté du 10 avril 1997 et du 22 septembre 1999). Un nouveau découpage de la zone pourra être étudié conjointement par la DGAI, les directeurs des services vétérinaires concernés et l'expert régional aquacole. A cette occasion, un dossier faisant état de la situation sanitaire des exploitations, des résultats de l'enquête épidémiologique et du nouveau découpage proposé sera élaboré. Il sera présenté à la Commission afin que soit enregistrée la nouvelle configuration des zones qualifiées indemnes.

- **Rétablissement de l'agrément communautaire :**

Comme le précise l'article 13 de l'arrêté du 10 avril 1997, l'agrément communautaire ne peut être réattribué dans une zone ou pour une exploitation qu'après l'élimination du ou des foyers en effectuant notamment les opérations suivantes:

- abattage des animaux pour la consommation ou pour l'équarrissage ;
- mise en assec, nettoyage et désinfection de la pisciculture.

Le protocole de qualification doit être repris dans sa totalité. Il doit concerner la pisciculture ou l'ensemble des exploitations de la zone qui sollicite à nouveau l'agrément.

- ❖ **Spécificité de l'APDI pour une exploitation non qualifiée**

Par dérogation, la sortie de poissons, œufs ou gamètes peut être autorisée par le directeur départemental des services vétérinaires à destination d'une pisciculture atteinte de la même maladie sous couvert d'un document d'accompagnement.

Cette dérogation est possible vers une pisciculture infectée en France et dans l'Union européenne.

Un modèle de document d'accompagnement pour les mouvements de poissons entre piscicultures atteintes de la même maladie a été élaboré au niveau communautaire et est publié en annexe de l'arrêté du 10 avril 1997 modifié (JO du 21/03/2000).

En ce qui concerne cette possibilité sur le territoire national, le directeur départemental des services vétérinaires prend l'attache du directeur départemental des services vétérinaires du département d'accueil avant d'autoriser un tel mouvement. Tout refus doit être motivé.

En ce qui concerne les mouvements dans la communauté, aucune autorisation préalable n'est prévue. Il convient cependant de s'assurer du statut de l'élevage de destination (infecté par la même maladie).

Attention : cette dérogation est prévue pour une expédition à destination d'une exploitation infectée, mais en aucun cas un cours d'eau ne peut être considéré comme une exploitation. **Le repeuplement en milieu naturel est donc interdit.**

- ❖ **Condition de levée d'un APDI**

La levée de l'APDI ne peut avoir lieu qu'après :

- l'élimination de l'ensemble du cheptel piscicole de l'exploitation,
- la mise en assec, le nettoyage et la désinfection de la pisciculture. Tous les éléments, bassins, petit matériel (épuisettes, filets, seaux, grilles...), gros matériel (trieurs, pompes, oxygénateurs...) devront être nettoyés puis désinfectés. Il est conseillé de brûler les planches

en bois utilisées sur la pisciculture. Un assec d'au moins 15 jours, selon l'ensoleillement, est nécessaire.

La réalisation de la mise en assec et la désinfection de l'exploitation ont lieu sous le contrôle de la direction départementale des services vétérinaires et doivent faire l'objet d'une attestation officielle.

La décision d'abattage et de mise en assec d'une exploitation est de la seule responsabilité de l'éleveur et ne peut être imposée par l'administration.

Dans le cas où l'exploitation infectée est située sur un cours d'eau où sont aussi installés d'autres élevages et notamment dans le cas où une démarche sanitaire avait été initiée dans la zone concernée, il est important que l'ensemble des acteurs de la filière concernés soit associé à cette décision. En effet, outre le risque sanitaire que représente le maintien dans une zone d'un cheptel infecté, l'élimination du cheptel infecté est la seule façon de permettre à la zone de retrouver ou d'accéder à une qualification.

Dans le cas où plusieurs exploitations reliées géographiquement sont infectées ou dans le cas où le cours d'eau est contaminé, seul un plan d'assainissement concerté peut être efficace. Il vous appartient de mettre en place cette concertation avec l'appui du groupement de défense sanitaire, de l'ensemble des services départementaux et de l'expert régional aquacole.

Annexe 2
(abroge l'annexe 3 de la note de service N2000-8081)

Participation financière de l'Etat

Cette annexe commente l'arrêté financier du 23 septembre 1999 modifié, qui prévoit les modalités d'indemnisation en ce qui concerne la qualification des élevages et l'éradication des foyers de maladie réputée contagieuse.

I- Qualification des élevages

Afin d'encourager les pisciculteurs volontaires dans une démarche de qualification de leur élevages vis à vis des rhabdoviroses, l'Etat participe financièrement au coût des analyses et des visites vétérinaires.

1- Validation préalable des dossiers

Le préalable de toute participation financière de l'Etat est la validation par le directeur départemental des services vétérinaires, du **programme de qualification** mis en œuvre, que ce soit pour une exploitation ou un ensemble d'exploitations constituant une zone aquacole.

On entend par validation, la reconnaissance par le directeur des services départemental des services vétérinaires du programme de qualification tel que prévu par l'arrêté du 10 avril 1997 (cet arrêté est en cours de modification afin de transcrire dans la réglementation française les dispositions de la décision 2001/183/CE fixant les plans d'échantillonnage et les méthodes de diagnostic pour la détection et la confirmation de certaines maladies des poissons et abrogeant la décision 92/532/CE), et la note de service DGAL/SDSPA/N2002-8048 du 27 mars 2002. La validation du programme de qualification doit s'appuyer notamment sur la réalisation d'un programme d'échantillonnage en vue de la recherche des rhabdovirus, la conformité de la situation géographique, les conditions d'installation, de fonctionnement et l'origine de l'approvisionnement (exploitations agréées).

Pour cette validation, vous pouvez requérir l'appui de l'expert régional aquacole (Note de service DGAL/SDSPA/N2000-8054 du 20 mars 2000)

Vous veillerez cependant lors de la validation du dossier à rappeler que l'agrément est délivré au niveau communautaire et qu'une validation de principe ne vaut pas engagement à l'obtention dudit agrément dans un délai défini..

2- Prélèvements et analyses

L'article 2 prévoit une participation financière de l'Etat pour la réalisation des prélèvements et des analyses. Seules sont prises en compte les analyses qui permettent **l'obtention** de la qualification. Cette participation est versée à l'éleveur sur présentation de factures. Le coût des analyses nécessaires au maintien de la qualification est à la charge de l'éleveur.

Le terme de prélèvement au sens de l'arrêté correspond de fait à la réalisation de **prélèvement de poissons entiers ou d'organes** sur un poisson entier, et le cas échéant, à leur conditionnement en vue de leur expédition. Les autopsies éventuelles peuvent être réalisées par le laboratoire de diagnostic agréé, par un laboratoire de proximité ou par le vétérinaire sanitaire au moment de la visite de l'élevage.

Le montant de la participation de l'Etat est de **50%** des sommes engagées avec un plafond annuel de **1 143,37 euros**.

3- Visite sanitaire

Afin de favoriser l'implication des vétérinaires sanitaires dans la filière aquacole, une participation de l'Etat pour les visites des vétérinaires a été prévue. Pour bénéficier de cette aide, le vétérinaire doit être titulaire du mandat sanitaire dans le département où est implantée la pisciculture.

Le montant de la participation de l'Etat est de **4 AMO** par visite, avec un maximum de 2 visites par an.

II- POLICE SANITAIRE

1- Visites et analyses

L'Etat prend en charge les opérations de police sanitaire vis à vis des maladies réputées contagieuses des poissons.

Cela concerne le coût des analyses réalisées à la demande du directeur des services vétérinaires ou du vétérinaire sanitaire lors de suspicion de MRC, le coût des visites réalisées par les vétérinaires sanitaires dans les élevages suspects, infectés et les élevages reliés épidémiologiquement.

2- Participation financière de l'Etat à l'élimination des cheptels atteints

a- Conditions d'éligibilité

La participation financière de l'Etat à l'élimination des cheptels infectés est réservée :

- aux élevages agréés (indemnes) par décision européenne;
- aux élevages en cours de qualification (en cours d'agrément européen), antérieurement à la suspicion de MRC;
- aux élevages ayant entrepris une démarche sanitaire collective, antérieurement à la suspicion de MRC (cf point III ci-dessous).

b- Montant de l'indemnisation

L'estimation du cheptel éliminé et le calcul de l'indemnité allouée doivent être réalisés lorsque le pisciculteur fait connaître par écrit au directeur départemental des services vétérinaires sa volonté d'éliminer la totalité de son cheptel, accompagnée d'un échéancier, en faisant un assec de ses installations et en repeuplant avec des poissons provenant d'exploitations agréées. Le délai séparant l'expertise du vide sanitaire effectif de la pisciculture doit être précisé dans l'arrêté préfectoral validant le plan d'éradication. Un délai de 2 mois paraît raisonnable.

La valeur du cheptel est alors estimée en faisant abstraction de la maladie contagieuse. Le produit de la vente d'animaux ou de produits d'aquaculture, à destination de la consommation humaine ou d'une autre pisciculture infectée, est déduite de la valeur d'estimation. Il doit être justifié par la présentation de factures.

Le montant de l'indemnité est égal à **50%** de la valeur d'estimation des animaux éliminés, avec un plafond fixé à **38 000 Euros**.

Toutefois, pour les élevages ayant une activité de repeuplement qui n'est pas éligible à l'aide complémentaire de l'Union européenne, le montant de l'indemnité est égal à **75%** de la valeur d'estimation des animaux, dans la limite de **10 tonnes**. Le plafond de l'indemnisation ne peut pas dépasser 38 000 Euros. Par **repeuplement**, on entend le réempoissonnement de cours d'eau ou de parcours de pêche.

Dans certains cas, un même exploitant peut avoir **deux sites** distincts atteints de MRC. Afin de définir si le cheptel peut être considéré comme unique et donc bénéficier d'une participation plafonnée à 38 000 Euros, ou si chaque site doit être considéré indépendamment, il convient de se référer au programme de qualification ou de maintien de l'agrément ou au programme sanitaire collectif. En effet, si les analyses sont réalisées dans *chaque* établissement, les deux sites peuvent être considérés comme deux exploitations indépendantes et deux subventions peuvent être calculées.

c- Non-versement des participations financières

Comme dans la plupart des MRC, le non-versement de la participation financière de l'Etat lors de l'éradication d'un foyer est prévu.

Les conditions de non-versement portent principalement sur le non-respect des conditions de qualification des élevages (introduction d'animaux de statut sanitaire inférieur...) et sur le non-respect des conditions de l'APDI ou de l'APMS.

III- PROGRAMME SANITAIRE COLLECTIF

Afin d'activer l'éradication des maladies réputées contagieuses des poissons, les conditions d'éligibilité des aides de l'Etat lors de l'éradication d'un foyer ont été modifiées, en introduisant la notion d'adhésion à un programme sanitaire collectif, antérieurement à la suspicion de MRC.

Le programme sanitaire collectif est établi pour les pisciculteurs qui ne peuvent engager leurs élevages dans un programme de qualification en vue de l'agrément européen pour des raisons inhérentes à leur situation géographique (bassin versant trop étendu, absence de barrage infranchissable...) mais qui souhaitent collectivement, au sein d'un GDS améliorer l'état sanitaire et éradiquer les MLRC des poissons. Dans le cas où il existe un établissement infecté en amont, il convient de mettre en place un assainissement collectif des élevages concernés.

Pour la reconnaissance d'un programme sanitaire collectif, le protocole suivant doit être appliqué :

1. ***Inscription à un groupement de défense sanitaire*** validée par le directeur départemental des services vétérinaires.
2. ***Maîtrise de l'amont*** : participation au programme sanitaire collectif des piscicultures de l'amont à la pisciculture la plus en aval, inciter les fédérations de pêche à intégrer cette démarche afin de maîtriser l'origine des déversements de poissons en amont.
3. ***Echanges*** à partir d'élevages de statut sanitaire supérieur ou égal : exploitations ou zones agréées, exploitations ou zones en cours de qualification, exploitations ou zones engagées dans un programme sanitaire collectif, y compris pour les poissons blancs introduits dans l'élevage concerné.
4. ***Contrôle sanitaire*** : 2 visites vétérinaires annuelles, et au moins une série de 30 prélèvements (ou 10 poissons par bassins indépendants) pour recherche des rhabdovirus lors de l'une des deux visites.

Ce protocole et ces contrôles doivent avoir été engagés antérieurement à la déclaration de suspicion d'infection.